



AVRIL  
2021



## ***Soft power russe***

# Sources, cibles et canaux d'influence

Marlène LARUELLE

Centre Russie  
/NEI

---

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

*Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.*

ISBN : 979-10-373-0337-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Henryk Ditze/Shutterstock

### **Comment citer cette publication :**

Marlène Laruelle, « *Soft power* russe : sources, cibles et canaux d'influence », *Russie.Nei.Visions*, n° 122, Ifri, avril 2021.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# ***Russie.Nei.Visions***

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorus, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

## **Auteur**

**Marlène Laruelle** est professeure à l'université George Washington (Washington D.C.), directrice de l'Institut pour les études européennes, russes et eurasiennes (IERES), directrice de l'Illiberalism Studies Program et co-directrice du programme PONARS-Eurasia. Depuis janvier 2019, elle est chercheuse associée au Centre Russie/NEI de l'Ifri. Elle travaille sur les questions liées à la montée des mouvements populistes et illibéraux, sur le renouveau de la pensée conservatrice, et sur les transformations idéologiques et les questions d'identité nationale dans l'espace post-soviétique, en particulier en Russie. Parmi ses dernières publications :

- *Is Russia Fascist? Unraveling Propaganda East West*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.
- *Memory Politics and the Russian Civil War: Reds versus Whites*, Londres, Bloomsbury, 2020, avec Margarita Karnysheva.

# Résumé

Cette note soutient que la Russie déploie un *soft power* sectoriel, qui cible avec précision certains publics spécifiques en s'appuyant sur quatre particularismes :

- l'histoire et la culture de la Russie ;
- son héritage soviétique ;
- son identité politique conservatrice et illibérale actuelle ;
- son statut de « joker » sur la scène internationale.

L'émergence de cette stratégie a été dictée par l'incapacité de la politique d'influence russe à concurrencer celle des États-Unis, tant sur le plan financier qu'en matière de production culturelle et de marques mondialement reconnues. L'analyse du cas russe invite à s'interroger sur la place que peut prendre à l'international un *soft power* non universaliste, ainsi que sur les succès et les échecs de Moscou dans la promotion des valeurs conservatrices et dans la contestation de « l'ordre libéral mondial ».

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LE RÔLE ET LA PLACE DU « CONSERVATISME » DANS LE PAYSAGE POLITIQUE RUSSE .....</b>	<b>7</b>
<b>LES QUATRE PILIERS DU <i>SOFT POWER</i> RUSSE .....</b>	<b>13</b>
<b>Premier créneau : l'histoire et la culture de la Russie.....</b>	<b>15</b>
<b>Deuxième créneau : l'héritage soviétique.....</b>	<b>16</b>
<b>Troisième créneau : la gouvernance et l'idéologie de la Russie .....</b>	<b>16</b>
<b>Quatrième créneau : le statut de joker de la Russie sur la scène internationale.....</b>	<b>19</b>
<b>Centralisation contre décentralisation .....</b>	<b>20</b>
<b>SUCCÈS ET ÉCHECS DU <i>SOFT POWER</i> DE LA RUSSIE .....</b>	<b>22</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>26</b>

# Introduction

Les théories du *soft power* inspirées des travaux de Joseph Nye reposent sur deux hypothèses centrales : premièrement, le *soft power* est essentiellement diffusé par des pays affichant des systèmes libéraux et des valeurs universalistes ; deuxièmement, son impact doit être mesuré à l'aune de celui des États-Unis<sup>1</sup>. Ces deux hypothèses sont problématiques. À quelques exceptions près<sup>2</sup>, la littérature existante a jusqu'à présent largement négligé le *soft power* potentiel des régimes non libéraux et l'attrait que pouvaient exercer les pays rejetant les valeurs universalistes et appelant à des politiques fondées sur le particularisme. En outre, si les États-Unis sont uniques par l'ampleur de leur *soft power* dans le monde, ils constituent à cet égard l'exception plus que la règle. Percevoir le *soft power* à travers un prisme américano-centré peut masquer la façon, moins universelle, dont d'autres pays projettent le leur.

Cette note soutient que le cas de la Russie remet en cause les deux hypothèses présentées ci-dessus. Le pays déploie en effet ce que l'on pourrait appeler un « *soft power* de niche », en ciblant des publics spécifiques *via* l'invocation de sa culture, de son histoire et de son statut actuel. Cette stratégie est née de la prise de conscience que, aussi bien sur le plan financier qu'en termes de production culturelle ou de notoriété internationale de ses marques, le *soft power* de Moscou ne peut pas égaler celui de Washington. Elle repose donc sur une analyse fine des forces et des faiblesses de la Russie, et reflète également la nature décentralisée de son *soft power* : une multitude d'acteurs non étatiques sont impliqués, à des degrés divers, dans la promotion de la Russie à l'étranger, sans nécessairement agir en coordination étroite avec les structures étatiques.

Cette caractéristique confirme l'existence d'un *soft power* russe, c'est-à-dire une ressource qui résulte de la combinaison d'une diplomatie publique classique menée par des acteurs étatiques et d'une « nouvelle » diplomatie publique menée par des organisations non gouvernementales (dans le cas russe elles sont étroitement connectées aux institutions

---

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

1. J. S. Nye Jr, *Soft power: The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2005.

2. V. C. Keating et K. Kaczmarek, « Conservative Soft Power: Liberal Soft Power Bias and the "Hidden" Attraction of Russia », *Journal of International Relations and Development* 22, n° 1, 2019, pp. 1-27. Voir aussi M. Barr et V. Feklyunina (dir.) « Special Issue: The Soft Power of Hard States », *Politics*, vol. 35, n° 3-4, 2015.

étatiques et fonctionnent comme acteurs para-étatiques), des fondations, des entrepreneurs idéologiques, des oligarques ou des célébrités, promouvant l'image du pays à l'extérieur de ses frontières et communiquant avec des publics étrangers. Cette note utilise une acception élargie du *soft power*, qui rassemble les efforts de l'État et ceux des acteurs non étatiques visant à construire, pas nécessairement de façon coordonnée, une image positive de la Russie.

La stratégie sectorielle de la Russie confirme que le *soft power* n'est pas nécessairement universaliste. Quel rôle les valeurs conservatrices que l'État russe promeut officiellement depuis maintenant près d'une décennie jouent-elles alors dans cette approche ? Le régime poutinien a fait du conservatisme la pierre angulaire de son discours stratégique<sup>3</sup> : à l'intérieur, le conservatisme répond à la fois aux aspirations de nombreux citoyens ordinaires, qui souhaitent un ralentissement des transformations socio-économiques et culturelles qu'ils ont vécues depuis la chute de l'URSS, et à la déception qu'éprouvent les élites envers l'Occident libéral ; au niveau international, le conservatisme offre à la Russie une voix qui peut être entendue à la fois par ses partisans et par ses détracteurs.

La signification de ce conservatisme reste vague à dessein : les acteurs politiques russes ont bien intégré l'idée que le monde de l'après-Guerre froide est fluide, tant sur le plan idéologique qu'en termes d'alliances stratégiques. Pourtant, aussi flou soit-il, ce conservatisme repose sur un noyau idéologique, une vision globale qui peut être rendue opérationnelle sous différentes étiquettes : conservatisme moral des valeurs dites traditionnelles contre le libéralisme culturel promouvant l'égalité des sexes, les droits des LGBT+ et les changements de genre, ou souverainisme des États nations contre l'ordre mondial libéral et multilatéral.

Cette note entend traiter du rôle et de la place du conservatisme dans le paysage politique intérieur russe, puis examiner les quatre piliers du *soft power* de la Russie : l'histoire et la culture du pays ; son héritage soviétique ; son identité politique actuelle ; et son statut de « joker » sur la scène internationale. Il analyse ensuite les succès et les échecs du *soft power* conservateur et sa capacité à séduire des publics étrangers et à contribuer à l'adoption de décisions internationales favorables à la Russie.

---

3. Sur le concept des discours stratégiques, voir A. Miskimmon, B. O'Loughlin et L. Roselle (dir.), *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2017. Sur le conservatisme russe, lire, notamment, E. Chebankova, « Russian Fundamental Conservatism: In Search of Modernity », *Post-Soviet Affairs*, vol. 29, n° 4, 2013, pp. 287-313 ; K. Bluhm et M. Varga (dir.), *New Conservatives in Russia and East Central Europe*, New York, Routledge, 2018 ; M. Suslov et D. Uzlaner (dir.), *Contemporary Russian Conservatism: Problems, Paradoxes and Dangers*, Lanham, MD, Lexington Books, 2019 ; Paul Robinson, « Russia's Emergence as an International Conservative Power », *Russia in Global Affairs*, n° 1, 2020.

# Le rôle et la place du « conservatisme » dans le paysage politique russe

Le conservatisme était une composante dominante de la société russe dans les années 1990. Les deux grandes formations politiques opposées au cours libéral impulsé par Boris Eltsine, le Parti communiste (KPRF) de Guennadi Ziouganov et le (mal nommé) Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) de Vladimir Jirinovski, bénéficiaient alors d'un soutien significatif de la population. Par la suite, les valeurs conservatrices ont été progressivement récupérées par des élites politiques plus centristes, d'abord à la fin des années 1990 par Unité, le parti d'Evguéni Primakov et Iouri Loujkov, puis par le parti présidentiel nouvellement créé, Russie Unie<sup>4</sup>.

Au début des années 2000, le conservatisme est devenu l'idéologie officielle de Russie Unie, dont différents clubs de discussion internes défendaient des vues idéologiques distinctes, les « conservateurs libéraux » côtoyant les « conservateurs patriotes<sup>5</sup> ». Ce n'est toutefois qu'en 2008, lorsque Dmitri Medvedev a refusé de se définir comme libéral ou conservateur, que le terme a fait son apparition dans les discours présidentiels<sup>6</sup>. En 2011, Medvedev, encore président, a qualifié le positionnement de Russie Unie de « conservateur-centriste » et présenté Alexeï Koudrine, longtemps ministre des Finances, comme une figure « conservatrice de droite » (*pravokonservativnyi*)<sup>7</sup>.

---

4. M. Laruelle, *In the Name of the Nation: Nationalism and Politics in Contemporary Russia*, New York, Springer, 2009.

5. C. Fauconnier, *Entre le marteau et l'enclume. La fabrication d'une hégémonie partisane dans la Russie de Poutine*, Paris, Septentrion, 2019. Voir également M. Laruelle, « Inside and Around the Kremlin's Black Box: The New Nationalist Think Tanks in Russia », *Stockholm Paper*, 2009.

6. « Interv'û predstavitelâm sredstv massovoj informacii stran "Gruppy vos'mi" » [Entretien avec des représentants des médias des pays du « G8 »], site officiel de la présidence russe, 3 juillet 2008, disponible sur : <http://kremlin.ru> et « Interv'û informacionnomu agentstvu Reiter » [Entretien avec l'agence de presse Reuters], site officiel de la présidence russe, 25 juillet 2008, <http://kremlin.ru>.

7. « Interv'û gazete *Financial Times* » [Entretien avec le journal *Financial Times*], site officiel de la présidence russe, 20 juin 2011, disponible sur : <http://kremlin.ru>.



À partir de 2013, Vladimir Poutine, de retour à la présidence, a utilisé le terme dans un sens plus politico-philosophique, se décrivant comme « un homme aux valeurs (*cennosti*) conservatrices<sup>8</sup> » et « un pragmatique avec un penchant (*uklon*) conservateur<sup>9</sup> » promouvant une « approche (*podhod*) conservatrice<sup>10</sup> ». Cependant, après l'année charnière 2014, Poutine n'a employé le terme « conservateur » qu'à deux reprises en 2016 (et pas une seule fois en 2015, 2017, 2018, 2019 et 2020), pour définir la posture de Russie Unie et pour reconnaître l'existence aussi bien d'une lecture libérale que d'une lecture conservatrice des révolutions de 1917<sup>11</sup>.

Cette brève analyse de contenu montre que le terme « conservatisme » n'a jamais été largement utilisé au niveau présidentiel, sauf en 2013-2014. D'autres notions relevant du même champ sémantique sont beaucoup plus répandues dans les discours du chef de l'État : spiritualité (*duhovnost'*) ; traditions nationales (*nacional'nye tradicii*) ; racines authentiques (*iskonnnye korni*) ; valeurs morales (*moral'nye* puis *nraustvennye cennosti*) ; code culturel (*kul'turnyi kod*) ; boussole ou piliers moraux (*moral'nye sterzni*) ; liens spirituels (*duhovnye skrepy*) ; souveraineté culturelle (*kul'turnyi suverenitet*) ; et, surtout, valeurs traditionnelles (*tradicionnye cennosti*).

La notion de conservatisme russe progressivement élaborée par le Kremlin apparaît avant tout comme une *contre-expérience* en réponse au libéralisme expérimenté dans les années 1990. La décennie eltsinienne est présentée comme une période terrible, un nouveau Temps des Troubles dont il faut éviter la répétition à tout prix<sup>12</sup>. Depuis la seconde moitié des années 2000, comme l'a parfaitement illustré le discours de Poutine au sommet de Munich en 2007<sup>13</sup>, la thérapie de choc libérale qu'a connue le pays sous Eltsine est associée à « l'ordre libéral mondial », un système où la Russie est au mieux une puissance de second rang, au pire un État voyou au même titre que l'Iran et la Corée du Nord. Pour lutter contre l'opposition libérale intérieure ainsi que contre ce qui est perçu –

---

8. « Interv'û Pervomu kanalu i agentstvu Associated Press » [Entretien avec la Première chaîne et l'agence Associated Press], site officiel de la présidence russe, 4 décembre 2013, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

9. « Press-konferenciâ Vladimira Putina » [Conférence de presse de Vladimir Poutine], site officiel de la présidence russe, 19 décembre 2013, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

10. « Vstreča s aktivom partii Edinaâ Rossiâ » [Rencontre avec des membres du parti Russie unie], site officiel de la présidence russe, 27 avril 2012, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

11. « Bol'shaâ Press-konferenciâ Vladimira Putina » [Grande conférence de presse de Vladimir Poutine], site officiel de la présidence russe, 23 décembre 2016, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

12. O. Malinova, « Framing the Collective Memory of the 1990s as a Legitimation Tool for Putin's Regime », *Problems of Post-Communism*, juin 2020.

13. F. Lukyanov, « Putin's Russia: The Quest for a New Place », *Social Research*, vol. 76, n° 1, 2009, pp. 117-150.

à tort ou à raison – comme une politique de « changement de régime » conduite par l'Occident, le Kremlin a fait de la notion de *conservatisme russe* le miroir inversé du *libéralisme occidental*.

Viatcheslav Volodine, à la tête de l'administration présidentielle de fin 2011 (lors des manifestations massives contre Poutine place Bolotnaïa à Moscou<sup>14</sup>) à 2016, a considérablement contribué à cette mise en avant du conservatisme. Son prédécesseur à ce poste pendant une décennie, Vladislav Sourkov, avait au contraire soutenu et financé une grande variété de produits idéologiques, de la fameuse « démocratie souveraine » à la renaissance de l'« Eurasie » et à l'institutionnalisation du « monde russe », en parrainant aussi bien des groupes d'influence libéraux que nationalistes<sup>15</sup>.

Depuis l'arrivée de Sergueï Kirienko en remplacement de Volodine fin 2016, le passage à un récit plus pragmatique et moins connoté idéologiquement a confirmé la capacité de l'administration présidentielle à activer ou à réduire à volonté sa production idéologique. Pour autant, l'attitude changeante du Kremlin en la matière n'est pas systématiquement suivie aux différents niveaux de l'administration publique : les ministères ainsi que les organes régionaux et municipaux continuent d'afficher un large éventail de production idéologique, de manière assez décentralisée<sup>16</sup>. En outre, certains entrepreneurs idéologiques tels que Konstantin Malofeev ou Evguéni Prigojine cherchent à asseoir leur statut sur la scène politique en s'emparant de ce qui reste du parti Rodina pour le présenter comme une alternative de droite et nationaliste au centrisme de Russie Unie<sup>17</sup>.

Les nouveaux amendements à la Constitution approuvés par référendum en juillet 2020 ont renforcé une forme d'idéologie d'État organisée autour de trois piliers centraux : la religion, le patriotisme et le nationalisme. Cette trinité semble rappeler la doctrine officielle de l'Empire russe sous Nicolas I<sup>er</sup> (1825-1855), à savoir l'orthodoxie, l'autocratie et l'esprit national (*narodnost'*)<sup>18</sup>.

En ce qui concerne la religion, les nouveaux amendements mentionnent Dieu (« préservation de la mémoire des ancêtres qui ont transmis leurs idéaux et leur foi en Dieu »), n'autorisent les mariages

---

14. S. A. Greene, *Moscow in Movement: Power and Opposition in Putin's Russia*, Stanford, Stanford University Press, 2014.

15. P. Pomerantsev, *Nothing Is True and Everything Is Possible: The Surreal Heart of the New Russia*, New York, Public Affairs, 2015.

16. M. Laruelle, « Putin's Regime and the Ideological Market: A Difficult Balancing Game », Carnegie Endowment for International Peace, *Task Force White Paper*, vol. 16, n° 3, 2017.

17. Voir T. Stanovaya, *R-Politics*, *The Bulletin of Russian Politics* n° 21 (61), 10 novembre 2020, pp. 19-24.

18. N. V. Riasanovsky, « "Nationality" in the State Ideology during the Reign of Nicholas I », *Russian Review*, 1960, pp. 38-46.

qu'entre personnes de sexe opposé et insistent sur les valeurs familiales. Pour ce qui est du patriotisme, les amendements renforcent l'éducation patriotique des enfants ainsi que la mémoire de la Grande Guerre patriotique (la Russie « chérit la mémoire des défenseurs de la Patrie et assure la défense de la vérité historique »), et reconnaissent la Russie comme l'héritière légale de l'Union soviétique. Quant au nationalisme, les amendements évoquent la « langue russe en tant que langue du peuple constitutif de l'État, faisant partie de l'union multinationale des peuples égaux de la Fédération de Russie<sup>19</sup> ».

Cependant, contrairement à la situation qui prévalait sous Nicolas I<sup>er</sup>, cette trinité idéologique ne constitue pas une doctrine rigide : sa formulation elle-même reste évasive et délibérément ambiguë. Par exemple, Dieu est désormais mentionné dans la Constitution, mais l'Église orthodoxe russe n'est pas reconnue comme une religion d'État. Le caractère séculier de l'État n'est pas non plus supprimé, car l'amendement porte sur la « mémoire des ancêtres », et non sur les institutions étatiques actuelles : la religiosité de la société ne contredit pas la sécularité de l'État. Quant à la langue russe, elle est citée comme un euphémisme pour la notion de « peuple russe » (*russkij narod*), laquelle fait polémique au sein des républiques ethniques. Évoquer le peuple russe au sens ethnique serait en outre difficile à défendre juridiquement, car la Russie est une fédération avec des minorités clairement identifiées mais une majorité implicite, et l'État a toujours systématiquement usé de l'ambiguïté pour définir la nation « étatique<sup>20</sup> ».

Les formulations utilisées se caractérisent donc par une grande plasticité. Le régime cherche à se positionner comme une force modérée : il soutient des valeurs conservatrices mais refuse d'employer des formulations radicales qui renforceraient trop significativement les pouvoirs déjà larges de l'Église orthodoxe russe ou les forces nationalistes. Il essaie également d'éviter, autant que possible, d'adopter des décisions juridiquement contraignantes sur des sujets qui divisent – la religion et le nationalisme – et se contente de légiférer sur ceux qui font consensus : le patriotisme, le récit héroïque de la Seconde Guerre mondiale et le rejet de l'homosexualité.

La cacophonie de la production idéologique des organes de l'État s'explique par l'existence de différents écosystèmes ; chacun comprenant un ensemble spécifique d'institutions, de bailleurs de

19. E. Antonova et Iu. Starostina, « Putin vnës popravki pro Boga, russkij narod i soûz mužčiny i ženšiny » [Poutine a introduit des amendements sur Dieu, le peuple russe et l'union entre un homme et une femme], *RBC*, 2 mars 2020, disponible sur : [www.rbc.ru](http://www.rbc.ru).

20. O. Shevel, « Russian Nation-Building from Yelt'sin to Medvedev: Ethnic, Civic or Purposefully Ambiguous? », *Europe-Asia Studies*, vol. 63, n° 2, 2011, pp. 179-202.

fonds et de mécènes, de références symboliques identifiables, d'entrepreneurs idéologiques et de plateformes médiatiques en mouvement permanent. Cette diversité a donné naissance à plusieurs « déclinaisons » du conservatisme : religieuse, civilisationnelle, isolationniste et étatiste, selon l'élément considéré comme la pierre angulaire de l'identité russe – respectivement l'orthodoxie, l'Eurasie, la nation russe ou l'État lui-même<sup>21</sup>.

L'utilisation du terme « conservatisme » pour définir le régime et/ou la Russie elle-même couvre donc différents espaces sémantiques. Premièrement, le conservatisme est synonyme de *centrisme*, un mot employé pour identifier la position du gouvernement, lequel s'oppose aux deux extrémismes supposés – à savoir le libéralisme et le communisme/nationalisme – tout en poursuivant la mise en œuvre de réformes économiques néolibérales. Deuxièmement, à l'attention de ses adversaires, le conservatisme se veut synonyme de *contre-révolution* en cela qu'il est opposé aux « révolutions de couleur » : le message, ici, est que toute tentative d'imposer un changement politique sous la pression de manifestants libéraux et/ou d'une ingérence extérieure sera combattue avec force. Troisièmement, le conservatisme est présenté à l'opinion russe comme synonyme de *stabilité* – et de prévisibilité –, une notion à laquelle de nombreux citoyens, marqués par les bouleversements trop abrupts des années 1990, attribuent une importance majeure.

En promouvant la notion de conservatisme, le Kremlin cherche également à présenter le régime actuel comme une réussite, tant en termes de reconquête du statut de grande puissance qu'en termes d'amélioration du niveau de vie des citoyens. Comme l'a formulé Sergueï Prozorov, pour les partisans du conservatisme, « la Russie post-communiste [...] a déjà généré suffisamment de choses qui méritent d'être conservées<sup>22</sup> ». La combinaison, d'une part, d'une idéologie officielle protégeant le régime contre toute pression extérieure et, d'autre part, du souvenir négatif des années 1990 que partagent la majorité des citoyens russes, explique le large soutien populaire dont Poutine a bénéficié pendant deux décennies. Toutefois, cette harmonie est progressivement ébranlée : une partie des nouvelles générations et des classes moyennes urbaines ont peu à peu identifié cette stabilité tant vantée à de la stagnation et de l'immobilisme<sup>23</sup>.

21. P. Robinson, *Russian Conservatism*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2019.

22. S. Prozorov, « Russian Conservatism in the Putin Presidency: The Dispersion of an Hegemonic Discourse », *Journal of Political Ideologies*, vol. 10, n° 2, 2005, pp. 121-143, 125.

23. R. Smyth, *Elections, Protest, and Authoritarian Regime Stability: Russia 2008-2020*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.

Au niveau international, la présentation du conservatisme russe comme une réponse au libéralisme occidental prend racine dans des antagonismes idéologiques anciens. Cette dimension rebelle du message idéologique russe destiné au reste du monde n'est pas une nouveauté : la Russie exporte des idéologies révolutionnaires en Europe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, du populisme et du terrorisme de gauche au communisme, afin de contester le courant idéologique dominant du moment sur le continent. De toute évidence, ce que Moscou propose aujourd'hui en termes d'idéologie est incommensurablement moins structuré sur le plan doctrinal que le communisme, mais mieux adapté à la fluidité idéologique qui caractérise la post-modernité. L'idée centrale demeure la même : pour exister en tant que puissance indépendante, la Russie doit proposer une alternative idéologique – socialiste par le passé, conservatrice aujourd'hui – à l'Europe/l'Occident. Cette alternative prend la forme d'une stratégie centrée non pas sur la promotion d'une idéologie universaliste qui pourrait se confronter directement aux valeurs libérales associées aux États-Unis, mais sur des particularismes nationaux.

# Les quatre piliers du *soft power* russe

Comme toute grande puissance, la Russie dispose d'une panoplie complète d'outils de politique étrangère :

- L'une des plus grandes missions diplomatiques du monde, ressuscitée après avoir pratiquement disparu dans les années 1990.
- Un complexe militaro-industriel qui a retrouvé une partie de son influence mais qui peine encore à se rendre indispensable au processus civil de prise de décision.
- Une diplomatie économique proactive, avec des sociétés d'État, comme Rosatom et Gazprom, et des acteurs privés majeurs, comme Rosneft, qui jouent un rôle clé dans les négociations à l'étranger.
- Une diplomatie publique active cherchant à dialoguer avec les opinions publiques étrangères et à promouvoir ses propres intérêts et valeurs<sup>24</sup>, incarnée par les médias internationaux parrainés par l'État que sont RT et Sputnik.
- Un large éventail de stratégies grises, à la fois héritées des traditions soviétiques de « mesures actives » et inspirées des tactiques américaines de marketing et de Guerre froide. Celles-ci ont engendré une interaction officieuse mais dynamique entre services de renseignement et réseaux d'influence entretenus par différents entrepreneurs idéologiques bénéficiant de patrons au sein du système.

En matière de *soft power*, le potentiel de cette « boîte à outils » est étroitement lié au statut paradoxal de la Russie sur la scène internationale. Elle est une grande puissance sur le déclin, relevant du « vieux monde » – ce qu'illustrent son siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) et son arsenal nucléaire, tous deux hérités de l'Union soviétique – et donc favorable au maintien du *statu quo* pour ne pas remettre en cause les acquis du passé. Dans le même temps, elle peut apparaître, à certains égards, comme une

---

24. G. Simons, « Russian Public Diplomacy in the 21st Century: Structure, Means and Message », *Public Relations Review*, vol. 40, n° 3, 2014, pp. 440-449 ; A. Velikaya et Greg Simons (dir.), *Russia's Public Diplomacy: Evolution and Practice*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020. Voir aussi M. Audinet, « Anatomie de la diplomatie culturelle russe à l'ère postsoviétique », *Hérodote*, vol. 3, n° 166-167, 2017, pp. 165-177.

puissance régionale en pleine ascension, incarnant le « nouveau monde » des BRICS et édifiant des alternatives aux institutions internationales actuelles<sup>25</sup>. Ce double statut se reflète dans la stratégie d'isolement et de reconquête de la Russie, qui se présente à la fois comme une forteresse assiégée et comme un nouveau triomphateur, phare d'espoir pour tous les déçus de l'ordre mondial dirigé par les États-Unis. Cette double stratégie vise à gagner du temps pour cimenter la revendication russe d'un statut de grande puissance, ou du moins pour faire évoluer l'équilibre mondial dans cette direction, avec une analyse coûts-bénéfices relativement précise : le coût est faible pour Moscou, et le bénéfice est notable puisqu'il s'agit d'une projection de puissance efficace pour défier des États-Unis déployés sur trop de terrains<sup>26</sup>.

Les décideurs russes pensent donc le *soft power* de leur pays comme un contre-*soft power*, une action réactive et défensive face au *soft power* américain et européen. À cette fin, la Russie, sur la défensive, a élaboré une stratégie de *soft power* dont elle considère qu'elle présente le meilleur rapport coûts-bénéfices : cibler des micro-audiences. Le microciblage est une tactique de marketing reconnue qui personnalise les campagnes publicitaires pour chaque client à partir d'une collecte de données démographiques, géographiques et psychographiques prédisant les habitudes d'achat, ainsi que les valeurs et les intérêts des individus. Avec l'essor des médias sociaux, le microciblage est devenu une technique très répandue dans les campagnes électorales<sup>27</sup>.

Appliqué à l'influence sur la scène internationale, le microciblage ne consiste pas à essayer de parler au monde entier, mais à s'adresser à certains groupes bien identifiés dont les caractéristiques les prédisent, en théorie, à se montrer réceptifs aux messages de la Russie. Quatre stratégies sont à l'œuvre. Elles insistent, respectivement, sur l'histoire et la culture de la Russie ; l'héritage soviétique ; la gouvernance et l'idéologie actuelles de la Russie ; et son statut de « joker » sur la scène internationale. Les deux premières sont par essence limitées à certaines catégories spécifiques ; les troisième et quatrième peuvent potentiellement toucher un public plus large, sans pour autant prétendre à une domination universelle.

---

25. Voir par exemple S. Budnitsky et L. Jia, « Branding Internet Sovereignty: Digital Media and the Chinese-Russian Cyberalliance », *European Journal of Cultural Studies*, vol. 21, 2018, pp. 594-613.

26. Pour une réflexion plus poussée, voir M. Laruelle, « Isolation and Reconquista: Russia's Toolkit as a Constrained Great Power », *Russia Matters*, 12 décembre 2018, disponible sur : [www.russiamatters.org](http://www.russiamatters.org).

27. F. J. Zuiderveen Borgesius, J. Möller, S. Kruikemeier, R. Ó Fathaigh, K. Irion, T. Dobber, B. Bodo, C. de Vreese, « Online Political Microtargeting: Promises and Threats for Democracy », *Utrecht Law Review*, vol. 14, n° 1, 2018, pp. 82-96.

## Premier créneau : l'histoire et la culture de la Russie

La première stratégie est basée sur la mise en valeur de l'histoire et de la culture russes. Elle vise, tout naturellement, les minorités russes à l'étranger, à travers l'idée d'une appartenance commune au « Monde russe » (*Russkij mir*). Cette approche se déploie en variantes différentes selon les auditoires visés<sup>28</sup>. Ceux qui se trouvent dans ce que la Russie considère comme son « étranger proche » peuvent choisir entre deux stratégies : être rapatriés en Russie (900 000 rapatriements depuis le lancement du programme d'État dédié aux compatriotes en 2006<sup>29</sup>) ou continuer de vivre dans leur pays d'adoption en bénéficiant du soutien culturel et, parfois, politique, de Moscou.

Ceux qui résident dans l'« étranger lointain » – en Europe, en Amérique du Nord et en Israël – sont ciblés de manière différente, car leurs liens culturels et quotidiens avec la Russie sont moins évidents. Ils sont invités à se réapproprier leur « russité » en participant à des activités culturelles, en soutenant l'image de la Russie à l'étranger et en investissant en Russie. L'Agence fédérale pour la Communauté des États indépendants, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale (*Rossostrudnitčestvo*) et, dans une moindre mesure, la Fondation Russkii Mir, sont des vecteurs institutionnels et financiers clés de cette stratégie.

Un deuxième volet de ce premier créneau consiste à cultiver un sentiment religieux fraternel pour influencer les pays et communautés orthodoxes, en particulier dans les Balkans, avec la Grèce et Chypre comme composantes centrales. Au Moyen-Orient, l'Église orthodoxe russe a également mené une para-diplomatie active auprès des chrétiens d'Orient, aidant le gouvernement à donner une dimension spirituelle à son retour géopolitique dans la région, lequel est dès lors apparu comme une mission civilisationnelle. L'institution ecclésiastique joue également un rôle majeur dans la mobilisation des milieux d'affaires et politiques pro-russes au Liban et, plus globalement, de l'ensemble du monde chrétien attaché à la paix religieuse au Moyen-Orient. Comme l'a formulé le chercheur Dmitri Adamski, « l'Église orthodoxe russe est devenue un authentique outil d'influence stratégique<sup>30</sup> » pour le Kremlin dans et autour du théâtre de guerre syrien.

28. M. Laruelle, « The "Russian World": Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination », *Center for Global Interests Papers*, mai 2015.

29. A. Lapteva, « Rossiâ: programma repatriacii sootečestvennikov probuksovyvaet », *Eurasianet*, 10 septembre 2019, disponible sur : <https://russian.eurasianet.org>.

30. D. Adamski, « Christ-loving Diplomats: Russian Ecclesiastical Diplomacy in Syria », *Survival*, vol. 61, n° 6, 2019, pp. 49-68, ici 49. Voir aussi Ş. Aktürk, « Five Faces of Russia's Soft



## Deuxième créneau : l'héritage soviétique

La deuxième stratégie met en valeur l'héritage soviétique. Pour ressusciter le *soft power* soviétique, Moscou a rouvert certains canaux de communication avec les mouvements de gauche, notamment en Europe occidentale, comme Die Linke en Allemagne ou La France Insoumise en France<sup>31</sup>.

Cette relation demeure toutefois difficile à concrétiser de part et d'autre. En matière d'affaires internationales, la gauche européenne partage en effet certains éléments idéologiques avec la position actuelle de la Russie, comme l'hostilité envers l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la suspicion vis-à-vis des institutions transatlantiques et le refus de voir une Union européenne (UE) excessivement néolibérale s'imposer toujours davantage au détriment des États nations. En revanche, la gauche occidentale est progressiste sur les questions sociétales, ce qui se heurte directement au conservatisme moral de la Russie, et très engagée sur les questions environnementales, ce qui ne constitue guère une priorité du Kremlin.

Dans une moindre mesure, certains acteurs russes marginaux cherchent également à faire revivre la tradition soviétique de soutien aux groupuscules promouvant le sécessionnisme afro-américain, texan et portoricain aux États-Unis, mais cela demeure un axe mineur de *soft power*, utilisé principalement par des acteurs de troisième rang<sup>32</sup>.

## Troisième créneau : la gouvernance et l'idéologie de la Russie

Le troisième créneau a trait à l'idéologie de la Russie actuelle et peut être divisé en trois sous-catégories : le conservatisme moral, les valeurs illibérales et ce que l'on peut appeler le « souverainisme ».

La posture de la Russie, qui se veut le héraut des « valeurs familiales traditionnelles », est en effet aujourd'hui célébrée par tous ceux qui, dans les pays occidentaux comme au Moyen-Orient ou en

---

Power: Far Left, Far Right, Orthodox Christian, Russophone, and Ethnoreligious Networks », *PONARS Eurasia Policy Memo* n° 623, novembre 2019 ; D. Adamsky, « The Role of the Russian Orthodox Church in Moscow's Syrian Campaign », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 635, février 2020.

31. L. Gyóri et P. Krekó, « Don't Ignore the Left! Connections Between Europe's Radical Left and Russia », *Open Democracy*, 13 juin 2016, disponible sur : [www.opendemocracy.net](http://www.opendemocracy.net).

32. C'est par exemple le cas du Mouvement anti-mondialiste de Russie (Antiglobalistskoe dvizhenie Rossii) d'A. Ionov, qui a repris le flambeau de l'ancien Congrès mondial des partis patriotiques (*Vsemirnyj kongress patriotičeskij partij*) de Vladimir Jirinovski.

Afrique, espèrent entraver la progression des droits des femmes et des minorités sexuelles. Tous les partisans européens et américains de la famille dite traditionnelle saluent l'attitude de Vladimir Poutine sur ces questions<sup>33</sup>. Le rôle des acteurs russes dans les structures internationales telles que le Congrès mondial de la famille, ainsi que les canaux de communication ouverts par l'Église orthodoxe russe avec le Vatican, les catholiques conservateurs, ou encore la droite chrétienne américaine constituent d'autres illustrations de cette « internationale moraliste » dans laquelle la Russie joue un rôle central.

La montée de la gouvernance illibérale<sup>34</sup>, qui s'est étendue massivement, de la Turquie et Israël au Brésil et aux Philippines, est souvent présentée comme un produit du *soft power* de la Russie. Mais même si les dirigeants locaux peuvent se référer positivement à Vladimir Poutine et le citer comme un exemple et une inspiration, cette montée de la gouvernance illibérale ne peut être interprétée comme un résultat direct du *soft power* russe, mais plutôt comme le produit d'un contexte national. Les recherches consacrées à la diffusion de la gouvernance autoritaire/illibérale tendent en effet à confondre convergence et diffusion<sup>35</sup>. Que la Russie puisse bénéficier d'une convergence en matière de gouvernance ne signifie pas automatiquement qu'elle a la capacité de diffuser son modèle à l'étranger. Toutefois, elle peut offrir un large éventail de « services » aux régimes illibéraux : équipement et conseillers militaires ; soutien informationnel ; mécanismes offshore ; investissements dans l'économie locale qui défient l'approche coûts-bénéfices propre à l'Occident, etc.

La remise en cause de l'ordre mondial actuel et de la domination américaine constitue un autre aspect où le leadership de la Russie est largement reconnu, le pays étant considéré à l'avant-garde du « souverainisme<sup>36</sup> ». Cette notion, inspirée de la tradition gaulliste française, se fonde sur le principe de la défense de la souveraineté nationale, perçue comme un élément essentiel aussi bien de la politique intérieure que de l'ordre international. Moscou

---

33. Pour une liste d'exemples, voir C. Keating, « Conservative Soft Power », et M. Laruelle, « Beyond Anti-Westernism: The Kremlin's Narrative about Russia's European Identity and Mission », *PONARS Eurasia Policy Memo* n° 326, août 2014, disponible sur : [www.ponarseurasia.org](http://www.ponarseurasia.org).

34. Définie comme la réduction des libertés publiques, la concentration du pouvoir entre les mains d'un leader charismatique fort et l'empiétement politique sur l'autonomie de la presse et du pouvoir judiciaire dans des pays ayant auparavant connu le libéralisme.

35. T. Ambrosio et J. Tolstrup, « How Do We Tell Authoritarian Diffusion From Illusion? Exploring Methodological Issues of Qualitative Research on Authoritarian Diffusion », *Quality & Quantity*, vol. 53, n° 6, 2019, pp. 2741-2763.

36. Voir aussi le concept de prétorianisme tel que développé par Jean-Robert Raviot : J.-R. Raviot, « Le "poutinisme" : un système prétorien ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 106, mars 2018.

promeut ce souverainisme dans trois domaines différents : politique, économique et culturel.

Le souverainisme politique affirme que seuls les États nations sont investis d'une légitimité politique car il s'agit du seul cadre au travers duquel les citoyens expriment leur volonté collective par le biais d'élections (même si ces élections ne sont ni libres ni équitables), et que les pouvoirs de l'État nation ne doivent donc pas être délégués à des institutions supranationales non élues. Il conviendrait par conséquent de lutter pour restaurer un ordre mondial semblable à celui établi à Yalta, qui respecterait les sphères d'influence des grandes puissances. Ce nouveau Yalta des États nations identifierait comme ses ennemis les organismes paneuropéens, les institutions financières internationales et les tribunaux internationaux, ainsi que l'interventionnisme humanitaire et le soutien de la communauté occidentale aux changements de régime<sup>37</sup>.

Dans le domaine économique, le souverainisme défend le patriotisme économique et promeut le protectionnisme contre la mondialisation et ses effets néfastes : délocalisation des industries et de la main-d'œuvre, réformes néolibérales qui réduisent les prestations sociales, capitalisme financier, diktats du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, etc. Quant au souverainisme culturel, il est centré sur une définition essentialiste de la nation, déterminant qui elle inclut et quelles doivent être ses caractéristiques culturelles essentielles. Au cœur de chaque État nation se trouverait un noyau national habilité à promouvoir sa culture, tandis que les étrangers, les migrants et les minorités devraient accepter un statut de second rang et reconnaître la suprématie de la majorité.

Les trois souverainismes se retrouvent dans la posture anti-américaine et anti-atlantiste de la Russie, avec des implications qui se chevauchent pour les pays européens, que le Kremlin voudrait voir se détourner de leurs engagements transatlantiques au profit d'un partenariat continental avec Russie. Vu de Moscou, les États européens devraient rejeter les associations transatlantiques qui ne font que masquer les intérêts stratégiques égoïstes de Washington ; contester la domination des États-Unis et des institutions financières internationales ; et renoncer au multiculturalisme et aux droits des minorités, concepts qui seraient en contradiction avec les valeurs « authentiques » de l'Europe.

---

37. R. Sakwa, *Russia Against the Rest. The Post-Cold War Crisis of World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

## Quatrième créneau : le statut de joker de la Russie sur la scène internationale

Le quatrième créneau, qui présente la Russie comme un « joker » ou un « franc-tireur » sur la scène internationale ne doit pas être confondu avec la position du « souverainisme ». La figure du joker est au cœur de la culture russe de même qu'elle avait été, plus tôt, au cœur de la culture soviétique, précisément parce que cette dernière était une société fermée dans laquelle les gens étaient habitués à fonctionner dans un système normatif contradictoire<sup>38</sup>. Le régime russe a réussi à transférer l'image populaire du joker à un statut global sur la scène internationale définie par la liminalité et la transgression : comme l'explique Viatcheslav Morozov, « la Russie n'a pas la capacité de transformer le système international dominé par l'Occident. Le déstabiliser de l'intérieur est plus abordable et répond à la fois à ses préoccupations sécuritaires et à sa volonté d'asseoir son statut<sup>39</sup> ». Cette politique s'exprime notamment par le fait que RT et Sputnik se présentent comme des médias alternatifs aux médias établis (qu'ils qualifient de « médias traditionnels »), et exaltent leur propre ironie, leur sarcasme et leur sensationnalisme, avec l'objectif clairement formulé de démystifier l'Occident et ses valeurs<sup>40</sup>.

Ne voir dans cette stratégie que la volonté cynique de saper l'ordre mondial actuel – accuser la Russie d'influence « malveillante » est la nouvelle mode à Washington parmi de nombreux *think tanks*<sup>41</sup> – revient à passer à côté de l'essentiel : une grande partie de l'opinion publique russe, y compris l'élite, estime sincèrement que la démocratie libérale ne parvient pas à garantir l'ordre social, et que l'ordre mondial libéral n'est ni juste, égalitaire ou authentiquement universaliste<sup>42</sup>. Ces convictions sont ancrées dans l'expérience des transformations socio-économiques qu'a connues la Russie depuis

---

38. M. Lipovetskiy, « Trixster i "zakrytoe" obščestvo » [Le franc-tireur et la « société fermée »], *Novoe literaturnoe obozrenie*, n° 100, 2009, pp. 224-245.

39. V. Morozov, X. Kurowska et A. Reshetnikov, « Why Russia's Strategic Deception Is Popular: The Cultural Appeal of the Trickster », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 554, décembre 2018.

40. K. Limonier et M. Audinet, « La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe », *Hérodote*, vol. 1, n° 164, 2017, pp. 123-144.

41. Voir par exemple C. Newlin *et al.*, « Countering Russian & Chinese Influence Activities », Center for Strategic & International Studies, juillet 2020 ; A. Polyakova, « US Effort to Counter Russian Disinformation and Malign Influence », Brookings, 10 juillet 2019, disponible sur : [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu) ; « Undermining Democracy: Kremlin Tools of Malign Political Influence », Témoignage de Michael Carpenter devant la sous-commission « Europe, Eurasie, énergie et environnement » de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, 116<sup>th</sup> Cong. 1<sup>st</sup> sess., 2019.

42. Concernant les élites, voir S. Werning Rivera, « Survey of Russian Elites 2020. New Perspectives on Foreign and Domestic Policy », Hamilton, juillet 2020, disponible sur : [www.hamilton.edu](http://www.hamilton.edu).

l'effondrement de l'Union soviétique, dans la perte du statut du pays sur la scène internationale, ainsi que dans une longue série de malentendus avec l'Occident sur les termes de la relation et sur la cogestion de l'espace post-soviétique<sup>43</sup>.

## Centralisation contre décentralisation

La coexistence de plusieurs créneaux pour le *soft power* de la Russie explique la grande variété d'outils idéologiques développés pour atteindre différents publics dans le monde : les arguments illibéraux sont utilisés pour attirer les partisans d'extrême droite ou nationaux-populistes, tandis que les déclarations anti-américaines et la dénonciation de l'hypocrisie des élites néolibérales s'adressent à un public plus large et plus diversifié qui comprend des sensibilités de gauche ; les récits xénophobes, anti-migrants et antimusulmans sont produits à destination d'un auditoire européen, tandis que les appels à la décolonisation et à la fin de l'impérialisme occidental visent l'Afrique subsaharienne et le monde musulman<sup>44</sup>.

Au vu de cette diversité, l'une des questions fondamentales qui se pose est celle du niveau de coordination existant entre ces différents créneaux. Peut-on parler d'un grand dessein élaboré au Kremlin par des cercles proches de Vladimir Poutine, ou bien le *soft power* microciblé mis en œuvre par la Russie est-il largement décentralisé ? La deuxième option semble la plus plausible : il existe plusieurs cercles concentriques d'institutions et d'individus dont la fonction est d'atteindre un public spécifique et de produire le récit le plus efficace pour capter son soutien, disposant d'une large marge de manœuvre qui permet l'échec, le déni de plausibilité, et l'adaptation *ad hoc* lorsque le contexte évolue.

Alors que Rossotroudnitchestvo et la Fondation Russkii Mir consacrent la majorité de leurs activités à « l'étranger proche », d'autres institutions telles que l'Institut pour la démocratie et la coopération de Natalia Narotchniskaïa à Paris (fermé en 2018), ou le Dialogue des civilisations de Vladimir Iakounine à Berlin se consacrent aux contacts institutionnels avec les élites conservatrices d'Europe occidentale, avec un succès limité<sup>45</sup>. Pour ce qui concerne RT et Sputnik, le degré d'autonomie dont bénéficie chaque rédaction nationale pour développer un récit adapté au contexte local reste encore à étudier précisément, mais cette autonomie semble évidente

43. S. Charap et T. Colton, *Everyone Loses: The Ukraine Crisis and the Ruinous Contest for Post-Soviet Eurasia*, Londres, Routledge, 2017.

44. F. Douzet, K. Limonier, S. Mihoubi et É. René, « Cartographier la propagation des contenus russes et chinois sur le Web africain francophone », *Hérodote*, vol. 2, n° 177, 2020, pp. 77-99.

45. A. Barbashin et A. Graef, « Thinking Foreign Policy in Russia: Think Tanks and Grand Narratives », Atlantic Council, 2019.

lorsqu'on compare les discours destinés à l'Europe et ceux produits pour l'Afrique ou le Moyen-Orient<sup>46</sup>.

En dehors de la diplomatie publique officielle, tout un univers d'entrepreneurs d'influence cherche à développer certains de ces créneaux, comme par exemple l'homme d'affaires Konstantin Malofeev, bien connu pour ses positions monarchistes et orthodoxes, qui a financé une partie des activités russes en Crimée et au Donbass<sup>47</sup>. Sur la scène française, on peut citer le cas de Pierre Malinowski, ami de la famille Le Pen, qui a découvert en Russie les restes d'un général français de Napoléon et qui a réussi à convaincre le président Macron de lui offrir une sépulture au Panthéon<sup>48</sup>.

Plus les cercles concentriques sont éloignés du pouvoir politique russe, plus leurs acteurs doivent s'appuyer sur des individus mieux placés qu'eux pour s'assurer du soutien des autorités. Dans le dernier cercle d'influence, on trouve des personnalités étrangères qui négocient l'utilisation de leurs services dans leur pays d'origine, sans accès direct aux structures officielles russes. Ces personnalités étrangères ne peuvent que spéculer sur leur position réelle dans l'organigramme d'influence de Moscou, et agissent comme des électrons libres, à leurs propres risques financiers et juridiques.

Quand les initiatives lancées par des entrepreneurs d'influence échouent, les structures de l'État russe refusent d'en porter la responsabilité. On a pu également constater des tensions entre la stratégie de Malofeev et celle du Kremlin dans la gestion des premiers mois du mouvement sécessionniste au Donbass, quand Vladislav Sourkov a repris le contrôle de l'insurrection au détriment de Malofeev<sup>49</sup>. En revanche, en cas de réussite, l'entrepreneur d'influence peut être récompensé par un soutien officiel des autorités à son initiative.

---

46. F. Douzet *et al.*, « Cartographier la propagation des contenus russes et chinois sur le Web africain francophone », *op. cit.*

47. A. Shekhovtsov, *Russia and the Western Far Right: Tango Noir*, Londres, Routledge, 2017.

48. J. Daniel, « De Moscou à Paris, le mystère Malinowski », *Le Monde*, 30 octobre 2020, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

49. S. Hosaka, « Welcome to Surkov's Theater: Russian Political Technology in the Donbas War », *Nationalities Papers*, vol. 47, n° 5, 2019, pp. 750-773.

# Succès et échecs du *soft power* de la Russie

Comment mesurer le succès au niveau mondial du *soft power* russe et de chacun de ses quatre créneaux ? Joseph Nye définit le *soft power* comme la possibilité d'atteindre des objectifs par l'attraction plutôt que par la coercition et la rétribution. On peut donc identifier plusieurs niveaux d'impact du *soft power* : obtenir des décisions concrètes favorables à un pays sans contrainte, se voir accorder une autorité morale pour déterminer l'ordre du jour sur la scène internationale, etc.

Dès lors, selon l'interprétation que l'on fait des objectifs du *soft power* de la Russie, on peut considérer qu'ils ont été atteints ou non. Nous estimons que les objectifs du régime russe sont plus défensifs qu'offensifs : Moscou souhaite avant tout (1) être protégée contre les intrusions normatives de l'Occident qui pourraient mettre en difficulté son régime sur le plan intérieur ; (2) mettre fin à la contraction de ce qui relève encore de sa « sphère d'influence » dans l'espace post-soviétique ; et (3) faire le meilleur usage possible de son statut de franc-tireur pour déstabiliser la supériorité de son concurrent occidental.

La stratégie consistant à s'isoler des pressions internationales a largement été couronnée de succès, non pas grâce au *soft power* de Moscou *per se*, mais grâce à des mesures de *hard power* telles que la dotation de l'armée russe en nouveaux équipements, qui a permis à la Russie de maintenir la parité nucléaire avec les États-Unis, de développer de nouvelles armes hypersoniques et d'agir sur certains théâtres de guerre comme en Syrie.

Ce *hard power* s'est accompagné d'une stratégie cohérente visant à rendre la Russie plus autonome vis-à-vis des institutions internationales occidentales : du remboursement de la dette extérieure russe au début des années 2000 au développement, plus récemment, de mécanismes de paiement internationaux dans des devises autres que le dollar américain, en passant par la création d'un système national de transfert interbancaire pour concurrencer SWIFT<sup>50</sup> ; l'expérimentation de cryptomonnaies<sup>51</sup> ; l'investissement

---

50. N. Turak, « Russia's Central Bank Governor Touts Moscow Alternative to Swift Transfer System as Protection From US Sanctions », *CNBC*, 23 mai 2018, disponible sur : [www.cnbc.com](http://www.cnbc.com).

dans des serveurs Internet nationaux situés sur le territoire russe et capables de fonctionner séparément du système de noms de domaine (DNS) utilisé dans le monde entier ; l'abandon progressif de logiciels occidentaux tels que Microsoft au profit d'alternatives russes pour retrouver la « souveraineté de l'Internet », etc.<sup>52</sup>.

En ce qui concerne les décisions que la Russie ne contrôle pas directement, sa stratégie consistant à faire en sorte que les autres agissent dans son intérêt de leur propre gré a donné des résultats mitigés. Moscou a réussi à obtenir certaines avancées politiques grâce à son soutien aux partis illibéraux en Europe : ces derniers appuient les positions internationales de la Russie et se montrent toujours favorables au Kremlin lors des votes au Parlement européen, cherchant systématiquement à récuser ou du moins à réduire les déclarations critiques (et les sanctions) visant Moscou<sup>53</sup>. Toutefois, leur capacité à contrecarrer la perception négative qui domine en Occident à l'égard de la Russie est réduite : les sanctions sont toujours en vigueur, et se sont même accentuées avec l'empoisonnement d'Alexeï Navalny<sup>54</sup>. De même, aux États-Unis, la sympathie personnelle de Donald Trump pour Vladimir Poutine en tant que leader illibéral – et la hausse des attitudes positives envers la Russie parmi les Républicains pendant son mandat<sup>55</sup> – n'a eu aucun impact sur la politique étrangère américaine dans le monde, et le Congrès n'a jamais été aussi unanime dans sa position antirusse<sup>56</sup>.

Les quatre créneaux microciblés par le *soft power* russe ont eux aussi donné des résultats inégaux. L'activation des diasporas russes à l'étranger pour soutenir la Russie a eu des effets contrastés selon le pays et la communauté. Si certains gestes symboliques visant à faire la promotion du passé culturel de la Russie ont été visibles dans les pays occidentaux, comme l'organisation des défilés du Régiment immortel le jour de la Victoire<sup>57</sup>, la majorité des Russes vivant à l'étranger ne se sentent pas particulièrement dévoués envers Moscou et ne sont pas nécessairement sensibles à un programme conservateur, notamment

---

51. S. O'Neal, « From Russia to Macedonia: How Cryptocurrencies Are Regulated in Eastern Europe », *Cointelegraph*, 2 juillet 2018, disponible sur : <https://cointelegraph.com>.

52. F. Brokeš, « Russia's Sovereign Internet », *Obserwator finansowy.pl*, 24 septembre 2018, disponible sur : <https://financialobserver.eu>.

53. P. Krekó, M. Macaulay, C. Molnár et L. Győri, « Europe's New Pro-Putin Coalition: The Parties of "No" », *Institute of Modern Russia*, 3 août 2015, disponible sur : <https://imrussia.org>.

54. « Navalny Novichok Poisoning: EU Sanctions Hit Top Russians », *BBC*, 15 octobre 2020, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

55. R. Reinhart, « Republicans More Positive on U.S. Relations With Russia », *Gallup*, 13 juillet 2018, disponible sur : <https://news.gallup.com>.

56. I. Kurilla, « The Anti-Russia Surge in U.S. Politics: Finding Context », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 526, avril 2018 ; A. Polyakova et F. Letsas, « On the Record: The U.S. Administration's Actions on Russia », *Brookings*, 31 décembre 2019, disponible sur : [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu).

57. Voir par exemple L. Balabay, « "Immortal Regiment" Received Official Status in the United States », *ForumDaily*, 26 septembre 2019, disponible sur : [www.forumdaily.com](http://www.forumdaily.com).



dans ses aspects religieux. La carte de la solidarité orthodoxe a plus nettement porté quelques fruits géopolitiques pour Moscou dans les Balkans et au Proche-Orient. La réactivation du passé soviétique a permis de renouer avec les partis de gauche en Europe et les pays ayant un programme explicitement anti-américain comme le Venezuela, mais ceux-ci ne sont pas assez puissants pour peser sur la scène nationale ou internationale et modifier le point de vue critique dominant sur la Russie.

Les succès les plus notables ont été enregistrés dans les troisième et quatrième créneaux. Le conservatisme moral constitue désormais un pilier solide du *soft power* de la Russie auprès des auditoires conservateurs d'Occident et d'un large éventail de pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Néanmoins, il reste par définition limité à un ensemble de groupes sociaux déjà convaincus par des valeurs dites traditionnelles. La gouvernance illibérale et le « souverainisme » ont transformé l'ordre international au cours des dernières années, des pays comme la Turquie ébranlant l'ordre occidental peut-être plus encore que la Russie elle-même. Leur montée en puissance respective n'est toutefois pas un produit du *soft power* russe : elle n'aide Moscou à atteindre ses objectifs de politique étrangère qu'indirectement, dans la mesure où elle discrédite et affaiblit l'ordre libéral de l'après-Guerre froide. En outre, d'autres pays, comme la Hongrie et la Pologne (cette dernière se montrant pour le moins hostile envers la Russie), cherchent également à se présenter comme l'incarnation de la véritable identité européenne face à une « UE dépravée » : les candidats au démantèlement de la démocratie libérale sont légion, et Moscou n'a pas pouvoir sur eux.

Si l'on entend par *soft power* le fait d'obtenir le soutien des citoyens étrangers, les résultats de la Russie en la matière apparaissent là aussi pour le moins mixtes. Les sondages annuels effectués par l'institut Gallup montrent que l'opinion publique mondiale a aujourd'hui une vision très négative de la Russie (le taux d'opinions défavorables est d'environ 70 % depuis le tournant de 2014) et que seulement un quart des personnes interrogées expriment une opinion positive. Au milieu des années 2000, les chiffres étaient inverses : deux tiers d'opinions positives contre un tiers d'opinions négatives<sup>58</sup>.

En outre, en Europe, le large soutien des figures politiques illibérales à la Russie n'a qu'un effet limité sur leurs électeurs. Comme l'a expliqué Aleksandr Fischer, « il n'est pas évident que des liens plus étroits entre les élites favorisent des attitudes plus favorables envers

58. Voir l'entrée « Russie » sur le site de Gallup, disponible sur : <https://news.gallup.com>.

les États au niveau des masses<sup>59</sup> ». L'opinion publique est en effet rarement façonnée par les questions de politique internationale, ce qui réduit la capacité d'un pays donné à influencer un public étranger. Les électeurs des partis anti-*establishment* semblent se montrer plus favorables que les autres envers la personne de Vladimir Poutine mais pas envers la Russie en général, et ne sont pas plus hostiles à l'égard des États-Unis et de l'OTAN que le reste des citoyens aux vues politiques plus libérales.

Ce constat peut s'expliquer par le fait que les partis nationaux-populistes se caractérisent avant tout par un fort euroscepticisme. Leur électorat est peut-être plus réceptif aux discours anti-UE provenant de Russie, mais Moscou ne contrôle pas ce sentiment et ne peut, au mieux, qu'en jouer de manière opportuniste<sup>60</sup>. Comme l'explique Maria Snegovaya, « l'ordre du jour de ces groupes est rarement fixé par le Kremlin, mais il peut ponctuellement correspondre aux intérêts de celui-ci ». Cela met en évidence les limites inhérentes au *soft power* conservateur de la Russie : celle-ci dispose d'une *confluence* d'intérêts et de visions avec les nationaux-populistes européens et autres figures illibérales de par le monde plus que d'une *influence*<sup>61</sup>.

---

59. A. Fisher, « Trickle Down Soft Power: Do Russia's Ties to European Parties Influence Public Opinion? », *Foreign Policy Analysis*, 2020.

60. M. Snegovaya, « Fellow Travelers or Trojan Horses? Similarities Across pro-Russian Parties' Electorates in Europe », à paraître.

61. M. Laruelle, « Russian and American Far Right Connections: Confluence, Not Influence », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 516, mars 2018.

# Conclusion

La stratégie que la Russie a mise en œuvre en matière de *soft power* peut être considérée comme un succès dès lors qu'on définit le *soft power* comme l'ensemble des objectifs suivants :

- Cibler des publics très précis qui, soit sont déjà favorables à la Russie, soit ne partagent pas les valeurs libérales. La Russie a en effet réussi à développer un récit cohérent qui renforce ces groupes dans leur vision du monde ; à être reconnue comme une « voix » légitime exprimant leur rébellion ; et à les connecter les uns aux autres pour créer un effet domino accroissant son influence. Moscou s'attache donc davantage à préserver son influence sur un espace qui est déjà potentiellement pro-russe – soit pour des raisons historiques et culturelles, soit par hostilité au libéralisme – qu'à conquérir les cœurs et les esprits à grande échelle.
- Mettre en place un contre-*soft power* destiné à s'opposer à l'« Occident libéral », à le déstabiliser et à se présenter comme une alternative à son modèle. La Russie utilise à son avantage les faiblesses de l'ordre libéral, tant au niveau national qu'international, pour protéger son régime actuel contre les pressions extérieures. Elle n'est pas à l'origine des partis ou régimes illibéraux, mais peut les aider en employant aussi bien son *hard power* que son *soft power* – en se faisant l'écho de leur position par le biais de ses médias et de ses institutions de diplomatie publique. Cependant, cette confluence d'intérêts ne permet pas à Moscou d'influencer directement les électeurs et leurs convictions en matière de politique étrangère, lesquelles sont déterminées par d'autres critères, plus locaux.
- Être protégée contre les intrusions normatives extérieures grâce à son statut de grande puissance. De ce point de vue, être considérée comme une nouvelle menace peut s'apparenter à une mesure de protection. L'objectif du Kremlin consistant à restaurer la grandeur de la Russie – c'est-à-dire susciter à la fois l'admiration et la crainte – semble en bonne voie : dans un sondage de Pew Research Center de 2018 effectué dans 25 pays, 42 % des personnes interrogées considéraient que la Russie avait gagné en puissance au cours des dix dernières années (52 % étaient de cet avis aux États-Unis), tandis que 19 % seulement (principalement hors d'Europe) estimaient qu'elle avait décliné.<sup>62</sup>

---

62. R. Wike *et al.*, « China's Power Seen as Rising More Than Other Major Nations », Pew Research Center, 1<sup>er</sup> octobre 2018, disponible sur : [www.pewglobal.org](http://www.pewglobal.org).

Une analyse approfondie de la stratégie de la Russie confirme l'existence d'un *soft power* non universaliste, basé sur les particularismes d'un pays donné. Une caractéristique majeure de la projection de puissance de la Russie est en effet le conservatisme au sens de contre-libéralisme : les questions de moralité et de famille dite traditionnelle, la notion de « souverainisme » et les modèles de gouvernance illibérale constituent des éléments centraux du microciblage mis en œuvre par Moscou. Mais ces niches conservatrices ne doivent pas être automatiquement confondues avec le statut de « franc-tireur » de la Russie. Par certains aspects, le ton provocateur de RT et de Sputnik et leur « whataboutisme » cynique ne s'articulent pas bien avec une véritable vision conservatrice du monde. De plus, certains créneaux du *soft power* russe ne sont pas liés au conservatisme en soi, mais à l'histoire et à la culture du pays. Cependant, ceux-ci peuvent créer un effet d'entraînement : par exemple, la mobilisation par la Russie des Russes ethniques résidant en Allemagne a contribué au succès électoral du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD)<sup>63</sup>.

L'identification de ce *soft power* non universaliste de la Russie a deux répercussions politiques importantes. Tout d'abord, des recherches récentes montrent que le mythe de l'« influence étrangère » sur l'opinion publique ne résiste pas à l'examen scientifique. En étudiant la perception de la Russie et des États-Unis par l'opinion publique internationale dans 50 pays entre 2012 et 2017, Aleksandr Fisher a constaté que les citoyens adoptent des attitudes similaires envers ces deux pays et choisissent rarement leur camp. Bien que les attitudes soient devenues plus polarisées dans plusieurs pays européens avec la montée des tensions géopolitiques, les visions de la Russie et des États-Unis restent encore globalement largement corrélées<sup>64</sup>.

De plus, des recherches ont montré que le fait de sensibiliser les populations à la propagande étrangère n'atténue pas l'influence potentielle de cette dernière<sup>65</sup>. Cela signifie que les programmes visant à lutter contre la « désinformation russe (ou chinoise) » en exposant les mensonges, passent à côté de l'essentiel et ne font pas changer les gens d'avis : au mieux, ils peuvent contribuer à mettre un frein à certaines campagnes médiatiques. Empêcher que l'écosystème médiatique et en particulier les réseaux sociaux ne servent de caisses

---

63. M. Laruelle et E. Rivera, *Collusion or Homegrown Collaboration? Connections Between German Far Right and Russia*, Budapest, *Political Capital*, 2019.

64. A. Fisher, « A New Cold War? International Public Opinion of Russia and the United States », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 32, n° 1, printemps 2020, pp. 143-152.

65. A. Fisher, « Demonizing the Enemy: The Influence of Russian State-Sponsored Media on American Audiences », *Post-Soviet Affairs*, 2020, pp. 1-16.

de résonance pour les messages de désinformation constitue la seule solution efficace sur la durée.

Deuxièmement, le vocabulaire inspiré de la Guerre froide qui consiste à dénoncer la machine discursive de la Russie en la qualifiant de « propagande » est erroné non seulement sur le plan conceptuel, mais aussi sur le plan politique : la propagande est unidirectionnelle, tandis que la diplomatie publique est interactive et donne aussi la parole à la partie destinataire du message<sup>66</sup>. Le manque de recherches sur la demande pour le *soft power* russe conduit à ignorer les motivations fondamentales de tous ceux qui font la promotion de la Russie dans leur pays d'origine. En les qualifiant d'« idiots utiles de Poutine<sup>67</sup> », on passe à côté des points de vue qu'ils partagent avec Moscou et de la convergence des visions géopolitiques et des intérêts pragmatiques.

Cela signifie également, pour le Kremlin, qu'une évolution idéologique de ses partenaires internationaux peut, de façon inattendue, avoir une influence sur la position de la Russie – par exemple en la poussant à soutenir des régimes ou des responsables politiques d'extrême droite qu'elle n'aurait pas soutenus autrement, ou en se trouvant acculée à protéger des dirigeants comme Bachar Al-Assad même lorsqu'ils sont devenus trop encombrants. Il reste donc à voir comment l'interaction entre, d'une part, un paysage idéologique fluide en Europe et aux États-Unis et, d'autre part, un régime poutinien affaibli mais toujours résistant affectera le *soft power* spécifique développé par la Russie.

---

66. J. Melissen (dir.), *The New Public Diplomacy*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, pp. 19-22.

67. Un exemple, parmi de nombreux autres : D. Milbank, « Putin's Useful Idiots », *The Washington Post*, 20 février 2018, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

# Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [B. Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation », n° 121, Ifri, mars 2021.](#)
- ▀ [S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », n° 120, Ifri, septembre 2020.](#)
- ▀ [A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile », n° 119, Ifri, juillet 2020.](#)
- ▀ [P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine », n° 118, Ifri, juin 2020.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites », n° 117, Ifri, mars 2020.](#)
- ▀ [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? », n° 116, Ifri, octobre 2019.](#)
- ▀ [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », n° 115, Ifri, août 2019.](#)
- ▀ [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », n° 114, Ifri, avril 2019.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », n° 113, Ifri, avril 2019.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : [souin@ifri.org](mailto:souin@ifri.org).



